

La Lettre du CRJFC #14

centre
de recherches
juridiques
de l'Université



2^e semestre 2018

éditorial Le Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté présente ses vœux à l'ensemble de ses membres, de celles et ceux qui suivent ses activités, ainsi qu'à ses partenaires institutionnels.

Le second semestre de l'année universitaire est caractérisé par sa brièveté. Quasiment achevée pour les masters au mois d'avril, le calendrier nous impose de condenser les manifestations. Ce second semestre est une fois de plus riche en journée d'études, séminaires et conférences-débats. Deux axes du CRJFC seront particulièrement actifs, s'alignant sur l'actualité juridique et politique. Il pourra être aussi bien question, dans l'axe "Démocratie, territoires, marché" du contrôle de l'exécution budgétaire des pays de l'UE, de la réforme constitutionnelle envisagée en France, et de la montée des populismes dans les démocraties, inquiétant à l'heure du renouvellement du Parlement européen.

L'entreprise, ensuite comme objet de recherche de l'axe 2 "Encadrement des activités économiques et professionnelles", sera traitée relativement à la prise de décision, au licenciement ou la cessation d'activité.

Sommaire // [Soutenances de thèses au CRJFC \(juillet-décembre 2018\)](#) // [Interventions des membres du CRJFC \(juillet-décembre 2018\)](#) // [Publications des membres du CRJFC \(juillet-décembre 2018\)](#) // [Manifestations 2018-2019 \(semestre 2\)](#) // [Actualité du laboratoire](#)

Soutenances de thèses au CRJFC

Mohamed Chakib Kanouni Hassani,
La justice étatique face à la sentence arbitrale en droit marocain : approche critique de l'office du juge, sous la direction de Filali Osman.

Cette thèse fait l'analyse du contrôle du juge sur la sentence arbitrale interne et internationale en droit Marocain par le biais de l'exequatur et à l'occasion du recours en annulation au vue de la jurisprudence tant Marocaine que Française et dresse une étude critique quant à son incidence.

Pour cerner les caractéristiques du recours en annulation en droit d'arbitrage Marocain, une étude analytique et comparative s'impose tant sur la nature de cette procédure, de son régime juridique, de son champ d'action et de ses retombées jurisprudentielles que sur ses effets à l'endroit des parties, des arbitres et des juges qui y sont interpellés.

Il est indéniable que cette procédure conditionne le sort de la sentence arbitrale et qu'elle requiert l'intérêt du législateur, du magistrat et de la doctrine.

De ce fait, la pertinence de cette recherche s'évaluera quant aux efforts déployés en vue d'élucider ses imperfections et de proposer des solutions à même d'y remédier.

La soutenance de thèse (droit privé) s'est déroulée le 16 novembre 2018, à l'UFR SJPEG. Le jury était composé de Walid Ben

Hamida (Univ. d'Evry Val d'Essone), Eric Loquin (Univ. Bourgogne), Cyril Nourissat (Univ. Lyon III), Ahmet Cemil Yildirim (Univ. Kemerburgaz-Istanbul).

Amandine Picard, *Les influences sur la pratique et les sources du droit médical et biomédical*, sous la direction de Jean-René Binet (Univ. Rennes I)

Dans le cadre de l'exercice de ses activités professionnelles, le médecin développe avec ses interlocuteurs des liens d'intérêts susceptibles d'influencer ses décisions et la manière dont il pratique la médecine. Ces influences peuvent s'avérer bénéfiques lorsqu'elles lui permettent de perfectionner ses connaissances et ses compétences. Toutefois, lorsqu'elles sont contraires à l'intérêt supérieur des patients, ces influences sont constitutives d'un conflit d'intérêts que le droit médical se fait un devoir d'encadrer avec plus ou moins de succès. Par ailleurs, les autorités institutionnelles sanitaires et les acteurs de la relation médicale sont également à l'origine de la production de normes de droit souple, en principe sans valeur coercitive, que le droit va faire siennes et intégrer à la norme juridique. Ainsi, les autorités éthiques, sanitaires et scientifiques, mais également les acteurs de la relation de soin et leurs représentants influencent la norme juridique médicale. L'étude du droit médical démontre, en résumé, une ambivalence de la matière à l'égard des influences exercées par les acteurs du système de santé sur la pratique de la médecine et sur les sources des normes qui l'encadrent.



La soutenance de thèse (droit privé) s'est déroulée le 12 décembre 2018, à l'UFR SJPEG. Le jury était composé de Régis Aubry (CHRU Besançon), Patrick Mistretta (Univ. Lyon III), Joël Moret-Bailly (CNRS), Elsa Supiot (Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne). ///

#Interventions des membres du CRJFC juillet-décembre 2018

Damienne Bonnamy, Direction et synthèse de la journée d'étude *1948-2018 : La déclaration universelle des droits de l'homme a 70 ans*, Besançon, 5 déc. 2018.

Henri Bouillon, Direction "Matinées de la Transition énergétique dans le Nord Franche-Comté", 3^e conférence : habitant et transition énergétique (avec V. Bertrand), 25 oct. 2018

"Les préfetures au regard des rapports de stage des élèves de l'ÉNA", présentation des rapports de stage des élèves de l'ÉNA devant des membres de hautes fonctions publiques, du corps préfectoral et des directeurs des études de l'ÉNA, Paris, 22 oct. 2018.

"Les préfetures nouvelle génération", conférence d'actualité devant les élèves de la CEP' ENA, prépa intégrée de l'École nationale d'administration, Paris, 22 oct. 2018.

"Du gouvernement à la gouvernance : que reste-t-il de la politique ?", colloque *La gouvernance* (dir. S. Béal, C. Geslot, L. Godard, G. Leray, E. Poincelot), Besançon, 4-5 oct. 2018.

Anne Brobbel Dorsman, "Gouvernance et famille", colloque *La gouvernance* (dir. S. Béal, C. Geslot, L. Godard, G. Leray, E. Poincelot), Besançon, 4-5 oct. 2018.

Carole Chevilley-Hiver, "La planification de l'aménagement numérique du territoire", colloque *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique* (dir. C. Chevilley-Hiver, M. Houser et A. Marceau), Besançon 14-15 nov. 2018.

Direction du colloque *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique* (avec M. Houser et A. Marceau), Besançon 14-15 nov. 2018.

Alexandre Ciaudo, "Le procès administratif entre secret et transparence", colloque *La transparence : un droit fondamental ?*, V. Barbé (dir.), Orléans, 12 oct. 2018.

Hélène De Pooter, "Enjeux juridiques d'actualité en Arctique", Cycle de Conférences sur l'Océan : *L'Océan : espace de rigueur et de liberté*, IEP de Paris, 1-5 oct. 2018.

Alexandre Desrameaux, "Oligarchies en démocratie. Les vues de Daniel Halévy et d'Emmanuel Beau de Loménie", Journées Dogma sur l'oligarchie, Paris II, 28 sept. 2018.

Olympe Dexant-de Bailliencourt, "La gouvernance d'entreprise saisie par le droit", colloque *La gouvernance* (dir. S. Béal, C. Geslot, L. Godard, G. Leray, E. Poincelot), Besançon, 4-5 oct. 2018.

"Bénéficiaire effectif - Devoir de vigilance", colloque *L'entreprise en Nouvelle-Calédonie* (dir. M. Buchberger), Nouméa, 27-28 sept. 2018.

Amanda Dubuis, "L'indemnisation des accidents médicaux non fautifs - retour sur l'expérience française", 2^e colloque Interzone *Les réformes Juridiques en Asie du Sud-est : vers une société contractuelle et évolutive* (dir. Nontawat Nawatrakulpisut - Centre d'étude de droit français), Université de Thammasat, Bangkok (Thaïlande), 20 déc. 2018.

"Patients'rights and non-conventional medicine in France", Traditional medicine in the XXIst century (dir. C. Byk), Matsuyama

(Japon), 3 août 2018.

Alice El Cheikh, "La prostitution à l'aune du droit comparé", séminaire *La protection des femmes dans les conventions internationales* (dir. C. Mathieu et O. Vergara), Besançon, 10 oct. 2018.

Camille Fernandes, "Academic Freedom in France - A legal study about academic freedom in democracies", Academic Freedom in *Historical Perspective - Twenty-Five Years of the European Review of History / Revue européenne d'histoire : An Anniversary Conference*, Université Centrale d'Europe, Budapest, 8-10 nov. 2018.

Christophe Geslot, direction du colloque *La gouvernance* (avec S. Béal, L. Godard, G. Leray, E. Poincelot), Besançon, 4-5 oct. 2018.

Matthieu Houser, "Le financement de la transition numérique par les collectivités territoriales", colloque *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique* (dir. C. Chevilley-Hiver, M. Houser et A. Marceau), Besançon 14-15 nov. 2018.

Direction du colloque *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique* (avec C. Chevilley-Hiver et A. Marceau), Besançon 14-15 nov. 2018.

Séverine Hupfer, "Les dangers du numérique", Chambre du commerce et de l'industrie, Belfort, 11 déc. 2018.

Pascal Kamina, "La modification de l'action publique locale par l'Open data", colloque *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique* (dir. C. Chevilley-Hiver, M. Houser et A. Marceau), Besançon, 14-15 nov. 2018.

Béatrice Lapérou-Schneider, "Le procès pénal français, champ d'investigation des logiques contractuelles ?" 2^e colloque Interzone *Les réformes Juridiques en Asie du Sud-est : vers une société contractuelle et évolutive* (dir. Nontawat Nawatrakulpisut - Centre d'étude de droit français), Université de Thammasat, Bangkok (Thaïlande), 20-21

déc. 2018.

"Quel respect du principe de la légalité criminelle dans le procès pénal français ?", Symposium international *Le principe de la légalité criminelle dans les règles du procès pénal* (dir., Daniele Negri), Ferrara (Italie), 10 déc. 2018.

"La responsabilité pénale des personnes morales en matière de santé et sécurité au travail, approche française", Table ronde *Quinze ans du régime canadien de la responsabilité pénale des organisations : quel bilan ?* (dir. Amissi Manirabona), Montréal (Canada), 31 oct. 2018.

Présidence de séance "La transformation du rôle du juge par les MARD", colloque *Le rôle du juge en matière de modes alternatifs de règlement des différends. Regards croisés Québec, Suisse, France* (dir. I. Biéri, L. Marquis et C. Tirvaudey), Besançon, 11-12 oct. 2018.

Grégoire Leray, direction du colloque *La gouvernance* (avec S. Béal, C. Geslot, L. Godard, E. Poincelot), Besançon, 4-5 oct. 2018.

Victoria Ligny, "La responsabilité pénale du chef d'entreprise", colloque *La gouvernance* (dir. S. Béal, C. Geslot, L. Godard, G. Leray, E. Poincelot), Besançon, 4-5 oct. 2018.

Anne Marceau, direction du colloque *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique* (avec C. Chevilly-Hiver et M. Houser), Besançon 14-15 nov. 2018.

Chantal Mathieu (avec O. Vergara), organisation du séminaire *La protection des femmes dans les conventions internationales*, Besançon, 10 oct. 2018.

Coralie Mayeur-Carpentier, Présidence de séance "Protection, ouverture, valorisation des données", colloque *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique* (dir. C. Chevilly-Hiver, M. Houser et A. Marceau), Besançon, 14-15 nov. 2018.

David Rasandratana, "Réglementation

thermique : enjeux théoriques et aspects pratiques", *Matinées de la Transition énergétique dans le Nord Franche-Comté*, 3^e conférence : *habitant et transition énergétique* (org. H. Bouillon, V. Bertrand), 25 oct. 2018.

Xiaowei Sun, "La citoyenneté administrative en Chine", XLI^e Table-Ronde du Centre de Recherches Administratives, Aix-Marseille Université, Delphine Costa (dir.), Aix-en-Provence, 2-3 nov. 2018.

Catherine Tirvaudey, "Les juges, les MARD et l'accès à la justice", colloque *Le rôle du juge en matière de modes alternatifs de règlement des différends. Regards croisés Québec, Suisse, France* (dir. I. Biéri, L. Marquis et C. Tirvaudey), Besançon, 11-12 oct. 2018.

Direction du colloque *Le rôle du juge en matière de modes alternatifs de règlement des différends. Regards croisés Québec, Suisse, France* (avec I. Biéri, L. Marquis), Besançon, 11-12 oct. 2018.

Orianne Vergara, "L'état-civil numérique", colloque *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique* (dir. C. Chevilly-Hiver, M. Houser et A. Marceau), Besançon, 14-15 nov. 2018.

(avec C. Mathieu), organisation du séminaire *La protection des femmes dans les conventions internationales*, Besançon, 10 oct. 2018. ///

#Publications des membres du CRJFC juillet-décembre 2018

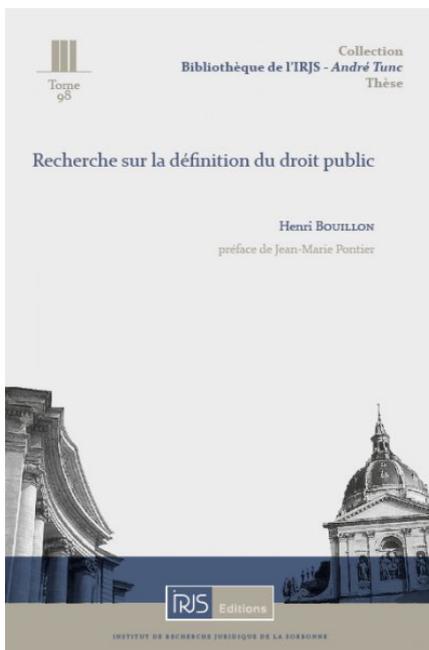
Henri Bouillon, *Recherche sur la définition du droit public*, IRJS, 2018, 823 p., ISBN : 978-2-919211-86-9.

"La gestion des agents préfectoraux au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017)", *Les papiers de recherche de*

l'ENA, 2018.

"Le principe de modularité : l'adaptation de l'organisation des préfectures au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017)", *Les papiers de recherche de l'ENA*, 2018.

"L'évolution des compétences des préfectures nouvelle génération au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017)", *Les papiers de recherche de l'ENA*, 2018.



Hélène De Pooter, "Chronique sur les Pôles", *Annuaire du droit de la mer*, t. XXII (2017).

Alexandre Desrameaux, "Impérialisme et orientalisme dans l'oeuvre d'Edward Saïd : le choc des consciences", *Droits*, 2017/2, n°66, p. 145-162

Amanda Dubuis, "Droit disciplinaire des professions de santé", chronique dirigée par B. Lapérou-Schneider et L. Mordefroy, *RGDM*, n°69, p. 375-382.

Camille Fernandes (avec C. Fortier), "Les sources du droit de l'enseignement supérieur", in Didier Truchet et Bernard Beignier (dir.), *Droit de l'enseignement supérieur*, Lextenso, 2018, p. 49-99.

"L'application du principe de laïcité à l'enseignement supérieur : quand le juge élude la difficulté", comm. sous TA Strasbourg, 14 déc. 2017, *AJFP*, 2018, n°3, p. 168.

"Le contrôle de constitutionnalité a priori exercé sur les lois ordinaires depuis l'entrée en vigueur de la question prioritaire de constitutionnalité", *RFDA*, 2018, n° 2, p. 387.

Charles Fortier, "Ces colosses aux pieds d'argile... – Synthèse des actes", in Emmanuel Aubin et Emmanuel-Pie Guiselin (dir.), *Les regroupements dans l'enseignement supérieur et la recherche*, Presses universitaires juridiques – Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, LGDJ-Lextenso, 2018, p. 269-279. (avec C. Fernandes), "Les sources du droit de l'enseignement supérieur", in Didier Truchet et Bernard Beignier (dir.), *Droit de l'enseignement supérieur*, Lextenso, 2018, p. 49-99

Séverine Hupfer, "L'alcool et les leis secas au Brésil", dans le dossier "Alcool Droit & Santé", *Cahiers de droit de la santé*, 26, 2018, p. 177-195.

Nicolas Kilgus, *L'usufruit des biens incorporels. Contribution à la nature juridique de l'usufruit*, Defrénois, 2018, ISBN : 978-2-85623-338-2.



Béatrice Lapérou-Schneider, "Quelle légitimité pour l'action civile associative exercée devant le juge pénale ?", in *Légalité, légitimité, licéité : regards contemporains - Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-François Seuvc*, Presses Universitaires de Nancy - Éditions universitaires de Lorraine, 2018, p. 555-579.

"Synthèse n° 10 : Action publique, action civile", *Jurisclasser* (mise à jour).

"Introduction au droit pénal du travail" ; "Harcèlements moral et sexuel au travail" ; "Le droit pénal des accidents au travail" ; "Le droit pénal des discriminations au travail" ; "Les délits d'entrave aux institutions représentatives du personnel et aux droit y afférents" ; "Le travail dissimulé", "Les délits d'exploitation par le travail", *Lamy droit pénal du travail* (mises à jour).

Christine Lebel, "Bail rural : conditions de la révision du loyer des bâtiments d'habitation, note sous CE, 5^e et 6^e Ch., 9 nov. 2018, requête n°408667", *Lexbase Hebdo privée* n° 764 du 6 déc. 2018.

"Création d'un nouveau bail soumis au statut à l'expiration d'un bail dérogatoire et immatriculation du preneur", note sous Cass. 3^e civ., 25 oct. 2018, n°17-26.126, *Rev. loyers* déc. 2018, p. 526.

"Tribunal de commerce : notion de contestation relative aux sociétés commerciales, 14 nov. 2018, obs. sous Cass. com. n°16-26.115", *JCP G* 2018, 1277.

"Les clauses relatives à la durée. Les baux de courte durée", *Annales des Loyers*, nov. 2018, p. 185-199.

"Détermination du montant de l'indemnité d'éviction du preneur en présence d'une clause d'accession sans indemnité dans le bail", note sous Cass. 3^e civ., 13 sept. 2018, n°16-26.049, *Rev. loyers* nov. 2018, p. 462.

"Cession du bail rural : appréciation de la bonne foi du preneur au regard de la régularité du paiement du fermage", note sous Cass. 3^e civ., 11 oct. 2018, n°17-11.112, *Lexbase Hebdo privée* n° 762 du 22 nov.

2018.

"Absence d'agrément du légataire de l'associé décédé", note sous Cass. com. 5 avril 2018, n°16-18.097, *Gaz. Pal.* 30 oct. 2018, p. 46.

"Le preneur à bail rural peut invoque les restrictions de pouvoir du gérant d'un GFA bailleur", note sous Cass. 3^e civ., 14 juin 2018, n°16-28.672, *Gaz. Pal.* 30 oct. 2018, p. 47.

"Résiliation du bail rural pour défaut de paiement : application littérale de l'article L. 411-31, I, 1° du Code rural et de la pêche maritime", note sous Cass. 3^e civ., 13 sept. 2018, n°17-14.301, *Lexbase Hebdo privée* n° 758 du 18 oct. 2018.

"Pas de présomption de solidarité active en matière commerciale", note sous Cass. com. 26 sept. 2018, n° 16-28.133, *Lexbase Affaires* n° 568 du 11 oct. 2018.

"Les effets du congé sans motif ou pour motifs équivoques délivré par bailleur", note sous Cass. 3^e civ., 28 juin 2018, n°17-18.756, *Rev. loyers* oct. 2018, p. 401.

"Le rosé français qui n'était pas français ! Ou la problématique des vins sans indication géographique", *Journal Spécial des Sociétés*, 26 sept. 2018, p. 14-15.

"Les opérations de restructurations des associations depuis la loi ESS du 31 juillet 2014" (avec L. Athlan), in Dossier "Restructurations et économie sociale et solidaire", *Jour. Sociétés*, sept. 2018, p. 39-41.

"Remboursement des droits sociaux de l'associé de société civile : perte de la qualité d'associé et prescription de l'action du liquidateur", note sous Cass. com. 27 juin 2018, n°16-18.687, *JCP E* 2018, 1574.

"Compétence de la juridiction de la procédure collective : exigence d'une influence juridique du litige sur cette procédure", note sous Cass. com. 5 sept. 2018, n°17-10.975, *Lexbase Affaires* n° 564 du 13 sept. 2018.

"Le départ d'un associé d'une société en difficulté", in Dossier "Sociétés et entreprises en difficulté", LPA, 31 juil. 2018, p. 29-33.

"Règlement de comptes d'un chantier poursuivi au cours de la période d'observation et article L. 622-17 du Code de commerce", note sous Cass. com. 9 mai 2018, n°16-24.065, JCP E 2018, 1544.

"Contrat de travail repris et résolution du plan de cession : clé de répartition à l'égard d'un salarié", note sous Cass. soc., 4 juillet 2018, n°17-14.587, Lexbase Affaires n° 562 du 26 juil. 2018.

"La poursuite des instances en cours après la clôture de la liquidation judiciaire", note sous Cass. com. 24 mai 2018, n°17-11.153, Lexbase Affaires n° 559 du 5 juil. 2018.

"Modalités de signification du congé délivré par le preneur", note sous Cass. 3^e civ., 8 mars 2018, n°17-11.312, Rev. loyers juill.-août 2018, p. 353.

Rémy Prouvèze, "Mécanisme International appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux Pénaux, Décision relative aux requêtes de la défense aux fins du dessaisissement des juges Theodor Meron, Carmel Agius et Liu Daqun du 3 sept. 2018 (Juge doyen), Le Procureur c. Ratko Mladic (MICT-13-56-A)", RGDIP 2018-4.

"Mécanisme International appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux Pénaux, Décision du 27 sept. 2018 (Appeal Chamber / Chambre d'appel), Prosecutor v. Radovan Karadzic (MICT-13-55-A)", RGDIP 2018-4.

"CPI, Décision relative à la question renvoyée par la Chambre d'appel dans son arrêt du 8 mars 2018 concernant le préjudice transgénérationnel allégué par certains demandeurs en réparation du 19 juillet 2018 (Chambre de première instance II), Situation en République Démocratique du Congo, Affaire Le Procureur c. Germain Katanga (ICC-01/04-01/07)", RGDIP 2018-4.

"CPI, Ordonnance enjoignant au Greffier de demander des informations aux autorités

nationales compétentes de la République de Côte d'Ivoire du 14 sept. 2018 (Chambre préliminaire II), Situation en République de Côte d'Ivoire, Affaire Le Procureur c. Simone Gbagbo (ICC-02/11-01/12)", RGDIP 2018-4.

"Mécanisme International appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux Pénaux, Judgement du 11 avril 2018 (Appeal Chamber / Chambre d'appel), Prosecutor v. Vojislav Seselj (MICT-16-99-A)", RGDIP 2018-3.

"Mécanisme International appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux Pénaux, Ordonnance du 12 juin 2018 portant renvoi d'une affaire à la République de Serbie du 12 juin 2018 (Juge unique), Procédure contre Petar Jojić & Vjerica Radeta (MICT-17-111-R90)", RGDIP 2018-3.

David Rasandratana, "Le droit de la construction et la réglementation thermique au secours du climat, Entre bonnes intentions et difficultés d'application", RDI 2018, p. 580s.

Xiaowei Sun, "La notion de parti politique en Chine", *Cahiers de la Recherche sur les Droits Fondamentaux*, décembre 2018 n° 16 : "Les partis politiques", Presses Universitaires de Caen, p. 59-68.

"Les raisons de l'absence de recours à la notion de démocratie par les juridictions de la République populaire de Chine", in Marie Rota (dir.), *Le recours à la notion de démocratie par les juridictions*, Institut Universitaire Varenne, 2018, p. 99-108.

Catherine Tirvaudey, "Nature et prescription de l'action en condamnation du tiers saisi pour manquement à son obligation de renseignement", JCP G, 24 sept. 2018, n°39, p. 1693.

"MARD et nouvelles technologies, quelles relations ?", LPA, 6 sept. 2018, n°179, p. 4-9.

"La protection de l'adjudicataire", RRJ 2018.1, p. 245-267. ///

#MANIFESTATIONS 2018-2019 (semestre 2)

Le CRJFC pour ce second semestre de l'année universitaire 2018-2019 propose plusieurs journées d'études, séminaires et conférences-débats. La plupart de ces manifestations sont ouvertes à la formation continue. Pour toute information : contact-crjfc@univ-fcomte.fr

// La rupture du contrat de travail en droit suisse

Besançon, le 23 janvier 2019

Conférence-débat de Jean-Philippe Dunand (Université de Neuchâtel) ///



// L'extraterritorialité des sanctions américaines

Besançon, le 5 février 2019

La question de l'extraterritorialité des sanctions américaines qui ciblent un Etat et impliquent la conduite des opérateurs d'Etat tiers à s'y plier, irrigue de nouveau l'actualité juridique et politique internationale. Le conférencier, M. Diégo Colas (Ministère des affaires étrangères), exposera la problématique générale de l'extraterritorialité en droit international, la problématique

spécifique de l'extraterritorialité dans le cadre de l'adoption des sanctions internationales, et notamment la pratique des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union européenne, avant d'esquisser certaines approches retenues par les autorités françaises et européennes lorsqu'elles sont confrontées à cette problématique, comme de nos jours.

Conférence-débat organisée par Leila Lankarani, dans le cadre du programme "Le Quai d'Orsay hors les murs". ///



// Le barème des indemnités du licenciement injustifié en question

Besançon, le 7 février 2019

Les ordonnances de septembre 2017 ont mis en place un barème fixant un plafond aux indemnités versées à un salarié dont le licenciement est sans cause réelle et sérieuse. Ce barème est-il conforme aux textes internationaux, plus particulièrement à la Convention OIT n°158 et la Charte sociale européenne ratifiées par la France ? Tel est le débat judiciaire qui apparait depuis quelques mois auprès de diverses juridictions et les réponses apportées sont différentes. Or, les enjeux sont importants : l'inconventionnalité du barème permettrait au conseil de prud'hommes de retrouver son pouvoir d'appréciation du préjudice.

Cette conférence-débat est animée par Chantal Mathieu et Benoît Géniaut. ///

// Le projet de réforme constitutionnelle

Besançon, le 8 février 2019

Dix ans après l'importante révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, le régime de la V^e République s'apprête à connaître une nouvelle réforme constitutionnelle d'ampleur. L'ambition de cette réforme est d'offrir à la démocratie française les moyens d'être plus représentative, plus responsable et plus efficace. C'est dans cette optique qu'a été présenté, le 9 mai 2018, par le Premier ministre et la garde des Sceaux, un projet de loi constitutionnelle, clé de voûte d'un ensemble comprenant en outre un projet de loi organique et un projet de loi ordinaire. Le mouvement social des « Gilets jaunes » et le "Grand débat national" lancé par le Président de la République pourraient conduire à modifier le périmètre de la révision dont l'examen reprendra en mars prochain.

Ce projet de réforme constitutionnelle intéresse de nombreux aspects du droit constitutionnel et, plus largement, du droit public. L'ambition de cette journée d'études est d'en examiner les principaux et de s'interroger sur l'aptitude du projet à réaliser les objectifs poursuivis.

Cette journée d'études est dirigée par Christophe Geslot, Laurent Seurot et Xiaowei Sun. ///

// La petite entreprise en difficulté

Besançon, le 14 mars 2019

Alors que la référence à "la petite entreprise" est de plus en plus fréquente, il est délicat de la définir sur le plan juridique avec précision. Elle constitue une réalité économique parfois présentée avec le sigle "TPE" pour très petite entreprise, à PME et des grandes entreprises, voire des multinationales ou GAFA. Pour autant, la petite entreprise est rarement le cœur de cible des nouvelles

règles de droit, et celles-ci lui sont souvent applicables au moyen de dérogations et d'exceptions.

Pendant longtemps, le droit des entreprises en difficulté n'a pas fait exception. Puis, le législateur a adopté des règles spécifiques avec la liquidation judiciaire simplifiée, et plus récemment encore, avec l'ordonnance n°2014-326 du 12 mars 2014, le rétablissement professionnel. Le projet de loi PACTE, en cours de discussion, annonce l'adoption d'autres mesures spécifiques.

Actuellement, il semble que l'évitement de la procédure collective soit une démarche essentiellement envisagée pour pérenniser la petite entreprise, tant par l'accompagnement physiologique de l'entrepreneur individuel que par le suivi de la situation juridique et financière. Lorsque la défaillance est incontournable, la mise en place peut parfois encore être possible. Dans la négative, comment sortir efficacement de ces difficultés, mais aussi comment repartir dans une autre phase de vie professionnelle, car l'entrepreneur individuel doit pouvoir rebondir pour vivre une autre phase de sa vie professionnelle, la survenance d'une procédure collective ne devant pas être un point final en la matière ?

Cette journée d'études est dirigée par Christine Lebel. ///

// La prise de décision dans l'entreprise

Besançon, le 15 mars 2019

La prise de décision est un processus complexe visant à sélectionner une mesure parmi différentes alternatives. Dans l'entreprise, ce processus est en principe guidé par l'intérêt de l'entreprise, notion qui peut difficilement être enfermée dans une définition stricte. Différents acteurs pèsent sur le processus décisionnel. Il est classique de mettre en exergue l'influence des acteurs économiques, en particulier les têtes de réseaux. Par ailleurs, les récentes propositions de réforme sur la définition de

"l'objet social" de l'entreprise, sur l'identification de sa "raison d'être" tout comme différents scandales sanitaires sur des produits de consommation ont relancé la question de la place des questions de santé/sécurité dans la prise de décision du chef d'entreprise. Cette journée d'étude, réalisée en partenariat avec la DIRECCTE de Bourgogne Franche-Comté et l'Université de Bourgogne, invite ainsi à faire le point sur ces questions.

Ce séminaire est placé sous la responsabilité de Chantal Mathieu. ///

Séminaire
La prise de décision dans l'entreprise



En partenariat avec la DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté et l'Université de Bourgogne



Besançon
UFR SJEPG
Amphithéâtre Cournot
15 mars 2019

// Le contrôle de l'exécution budgétaire. Repenser le système

Besançon, le 22 mars 2019

Les finances publiques constituent une matière en pleine mutation. Dans le domaine universitaire, le renouveau de la société française de finances publiques (SFFP) illustre ce besoin de théoriser cette matière fondamentale au sein du droit public. Dans ce cadre, la SFFP instaure des séminaires

itinérants permettant d'associer les centres de recherches et les collègues financiers désireux de s'inscrire dans ce mouvement.

A l'occasion des élections européennes du mois de mai prochain et en pleine période de négociation du futur cadre financier pluriannuel, la SFFP organise tout au long de l'année 2019 un séminaire itinérant intitulé "Repenser les finances européennes". Ce séminaire comprendra cinq séances sur des thèmes précis. Ces séances (hormis la dernière) se dérouleront à l'image de séminaire de travail : chacun intervenant présentera son point de vue sur la question traitée et ensuite auront lieu des échanges avec la salle. Chaque séance fera l'objet d'une publication.

L'étape à Besançon constitue la suite des travaux en droit de l'Union européenne déjà menés mais également des travaux en finances européennes (voir *Revue française de finances publiques*, 2012, sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020).

L'exécution budgétaire européenne demeure un processus trop rarement étudié. Pourtant, les enjeux financiers s'avèrent considérables. La difficulté première concerne l'interaction des Etats membres qui, tantôt sont contrôlés, tantôt participent au contrôle. D'un point de vue institutionnel, l'Union européenne se modifie avec l'essor de la Cour des comptes, le renforcement d'Olaf et dernièrement l'émergence du parquet européen.

Cette 1/2 journée d'études est dirigée par Corinne Delon-Desmoulin, Matthieu Houser (CRJFC) et Céline Viessant. ///

// La montée du populisme

Besançon, le 3 avril 2019

Conférence-débat de Olivier Duhamel (Sciences Po), organisée dans le cadre des conférences des 50 ans de l'UFR SJEPG. ///



// 2^e Journée d'actualité en droit des affaires

Belfort, mai (date à déterminer)

Journée d'études sous la direction de Sâmî Hazoug. ///

Actualité du laboratoire

// **Professeur invité. Ahmet Cemil Yildirim** (Université de Kemerburgaz-Istanbul) a effectué son séjour d'enseignement au mois de novembre 2018. Il a dispensé des enseignements sur "les principes UNIDROIT" et le "droit de l'arbitrage" aux Masters 2 Contentieux et Droit des affaires. Il a également fait une conférence "Interpretation in civil and Common Law".

// **Séminaire franco-suisse de procédure pénale.** Les étudiants du master droit de l'Université de Neuchâtel et du M2 Contentieux de l'Université de Franche-Comté, ainsi que des gendarmes de Bourgogne Franche-Comté, se sont retrouvés les 12 et 13 novembre à Neuchâtel pour un séminaire dirigé par A. Kuhn, N. Capus (UNINE) et B. Lapérou-Schneider (CRJFC). Ils ont abordé des sujets aussi divers que "la procédure avant jugement", "l'administration des preuves", "la privation de

liberté", "le rôle des parties dans la procédure pénale", et enfin "la procédure devant les tribunaux et les procédures *alternatives*".

// Partenariat international

Deux membres du CRJFC (B. Lapérou-Schneider et A. Dubuis) ont participé au colloque *Les réformes Juridiques en Asie du Sud-est : vers une société contractuelle et évolutive*, dirigé par le professeur Nontawat Nawatrakulpisut - Centre d'étude de droit français, en décembre 2018, à Thammasat. Occasion a ainsi été donnée de faire le point sur les recherches engagées ensemble et de réaffirmer le partenariat décidé dans la convention signée entre l'UFC et l'Université de Thammasat (cf. *Lettre du CRJFC*, n°11)



Centre de recherche juridiques de l'Université de Franche-Comté - EA 3225 //

Directrice : Béatrice Lapérou-Schneider (maître de conférences HDR en droit privé) // *ITRF* : Laurent Kondratuk [conception, rédaction et mise en forme] // *Contact* : 45D avenue de l'observatoire, 25030 Besançon Cedex /

tél. : +33 (0)3 81 66 66 08 // *@* : [contact-crjfc\[at\]univ-fcomte.fr](mailto:contact-crjfc[at]univ-fcomte.fr) // *URL* : www.crjfc.univ-fcomte.fr // *Twitter* : [@_crjfc](https://twitter.com/_crjfc) // *archives ouvertes* : <https://hal.archives-ouvertes.fr/CRJFC>

La Lettre du CRJFC est rédigée avec le logiciel libre de PAO Scribus : <https://www.scribus.net/>